

## **Lettre de 331 groupes de la société civile internationale sur le rôle et le mandat de la CNUCED, en vue de la CNUCED 14**

14 juillet, 2016

Chers Etats membres de la CNUCED,

Nous vous écrivons pour vous faire part de nos inquiétudes quant aux négociations du document final de la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement, CNUCED 14, qui va se tenir en juillet prochain à Nairobi. Nous croyons que la CNUCED peut jouer un rôle unique dans le panorama des institutions économiques internationales grâce à l'accent qu'elle met sur l'interdépendance du commerce, de la finance, des investissements, de la macro-économie et de la technologie, en ce qu'ils influencent la croissance et les perspectives de développement des pays en développement. Cependant, pour être à la hauteur de son nom et de ses promesses, son rôle doit être centré sur le développement et non lié aux objectifs de libéralisation d'autres institutions.

Tout de suite après l'adoption de l'Agenda 2030 du développement durable, les gouvernements ont pris des engagements importants pendant le processus du Financement pour le développement (FpD) et à la 10<sup>ème</sup> conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Nous vous exhortons à vous assurer que le mandat de la CNUCED 14 permet à la CNUCED de soutenir les pays en développement dans l'utilisation du commerce pour leurs propres objectifs de développement. Ainsi :

- En tant qu'institution ayant une longue tradition d'aide aux pays en développement pour utiliser le commerce pour leur développement, ce serait auto-destructeur de transformer la CNUCED uniquement en un mécanisme de mise en œuvre des accords commerciaux conclus ailleurs. Alors qu'un système de règles commerciales multilatérales est préférable à un système fragmenté, les règles doivent être équitables et équilibrées et prendre en compte les différents niveaux de développement des membres de l'ONU, au lieu de se concentrer sur la libéralisation du commerce ou simplement augmenter les flux commerciaux. La CNUCED doit jouer un rôle actif pour assister les pays en développement à plaider pour un système commercial multilatéral équitable (paras 8, 13), le traitement spécial et différencié (TSD) pour tous les pays en développement (paras 5 bis, 25 et 40 (bb)), s'occuper des déséquilibres du système commercial actuel (40 (bb) primus), notamment en agriculture (para 40 (c) et du coton (para 60 (d) bis). Ce ne sont pas de « nouvelles approches » (paras 8 et 14) qui sont nécessaires, mais la réalisation du *mandat de développement* de l'Agenda de développement de Doha (paras 8, 9 et 25). La phrase « nouvelles approches » va être vue comme l'importation des débats de l'OMC sur les « questions de Singapour » dans le système des Nations Unies et elle n'a pas de place dans le document final.
- Les accords de commerce et d'investissement ne promeuvent pas le développement sans le juste environnement politique (paras 12 et 48), qui a besoin de l'espace politique (para 14 bis), d'un Etat efficace et porteur de développement, capable de soutenir sa propre base de ressources et de sauvegarder les droits humains (para 71) et d'une architecture globale plus cohérente, inclusive et représentative pour le développement durable. Il faut aussi un système international de prise de décisions plus réactif, inclusif, participatif et représentatif grâce à des institutions internationales efficaces, inclusives et capables de rendre des comptes, avec une participation plus large et forte des pays en développement (para 88).
- La responsabilité commune mais différenciée (RCMD) et le TSD sont des principes négociés au niveau multilatéral de longue date, qui reconnaissent que les pays développés et en développement ne peuvent pas être traités de la même façon, en raison de leurs situations de développement et économiques différentes. Ils ont donc différents niveaux de responsabilité en ce qui concerne la dégradation de l'environnement, le changement climatique et le développement durable. Ne pas prendre cela en compte serait auto-destructeur et l'aspiration à promouvoir des avancées universelles dans le développement et le commerce serait minée.

- L'approche intégrée de la CNUCED de l'évolution et la gestion de la globalisation et l'interdépendance du commerce, la finance, l'investissement et la technologie dans ce qu'ils affectent les perspectives de croissance et développement des pays en développement est absolument critique et elle doit continuer à être renforcée (para 40 (b)) ; tout comme les liens entre le commerce international, les questions financières et macroéconomiques, avec un accent particulier sur les questions qui touchent à la gestion de la crise et un rôle critique de la CNUCED (para 40 (t) et 40 (aa)). Les Nations Unies manqueraient à leur responsabilité vis-à-vis des nombreux pays qui ont besoin de ce service s'il ne jouaient pas un rôle plus consistant dans ce sens.
- De même, la CNUCED doit continuer à renforcer son mandat d'assurer que le système commercial augmente l'intégration des pays en développement, y compris les Pays les moins avancés (PMA) d'abord au niveau régional, la transformation structurelle des économies africaines (para 61), l'égalité de genre et les droits des femmes (para 60 (yy)) en relation aux questions structurelles et globales du commerce et de la finance ; et la promotion du développement durable, basé sur une plus grande auto-suffisance dans les denrées alimentaires de base et pour assurer le travail décent et les droits des paysans, des peuples autochtones et des travailleurs. Ces objectifs exigent que la CNUCED passe une revue les accords commerciaux proposés et existants dans le but de promouvoir une industrialisation durable et des transitions équitables vers une économie pauvre en carbone, en inversant la réduction de la part du revenu du travail, en soutenant la mise en œuvre des accords sur les PMA et en renforçant la capacité de négociation des pays en développement dans les négociations commerciales.
- En plus de travailler sur le système commercial multilatéral, la CNUCED doit continuer à travailler sur le commerce et elle doit renforcer son mandat de soutenir les pays en développement dans leurs processus vers des formes d'intégration régionale (para 26) qui marchent d'abord pour les gens les plus affectés par les défis du développement, tout comme pour les aider à évaluer les conséquences de plus en plus complexes (positives ou négatives) des accords plurilatéraux et des grands accords commerciaux régionaux pour leur propre développement (para 40 (n)) et pour faire avancer leurs intérêts dans ces négociations.
- Vu la longue histoire de la CNUCED d'encourager les pays en développement à signer des accords internationaux d'investissement (AII) et les impacts négatifs de ceux-ci sur les pays en développement, notamment à cause du mécanisme de règlement des différends investisseurs – Etats (ISDS), le mandat de la CNUCED devrait être investi intensivement à aider les pays en développement à mettre en place des politiques d'investissement qui vont contribuer au développement (para 60 (p) et 60 (w)), au lieu de se limiter à rééquilibrer les intérêts des investisseurs avec le développement (para 21) ; de même qu'à réformer ces accords (para 26 et 60 (ii)). Le mandat de la CNUCED de soutenir, non pas l'attraction de l'investissement en tant qu'objectif en soi (60 w)), mais sa contribution au développement (para 55, 60 (w)) doit être renforcé. L'établissement d'un Groupe d'experts intergouvernemental (IGEG) sur les règles et la réforme politique du commerce et de l'investissement (para 40 v) serait utile dans ce sens. Cet IGEG développerait un mécanisme pour engager les organisations de la société civile à développer un cadre pour les AII qui établirait la responsabilité légale de l'investisseur et des procédures adéquates de reddition des comptes, y compris des évaluations obligatoires de diligence raisonnable sur toute la chaîne de production, de même que le développement d'options politiques pour augmenter la transparence fiscale dans les opérations des multinationales.
- Le travail ci-dessus exige la recherche et l'analyse politique y compris les impacts positifs et négatifs des règles commerciales sur le développement (para 40 (n)) et sur la réalisation des ODD dans le Rapport sur le commerce et le développement (40 (d)) et indépendamment de l'OMC, qui ne partage pas la mission de développement de la CNUCED (para 40 k)).
- La CNUCED devrait être impliquée dans le monitoring du secteur privé, notamment les investisseurs étrangers et leurs impacts (positifs ou négatifs) sur la mobilisation des ressources domestiques et la durabilité de la dette, le développement (paras 40 (aa), 54 et 60 (dd)), les droits humains et les ODD

(para 40 (k)). Le soutien aux partenariats publics privés (PPP) devrait aussi être conditionné à ces exigences au lieu de les traiter comme des buts en soi (para 46 et 60 (x)).

- Le document doit continuer à renforcer le mandat de la CNUCED d'éviter l'évasion fiscale y compris dans les marchés des matières premières (para 27) et par les politiques d'investissement (para 55 (bis)). Plus généralement, changer les règles fiscales internationales et combler les trous qui facilitent et permettent l'évasion fiscale internationale et l'évasion agressive ne peut pas être traité seulement par l'OCDE, qui exclut la plupart des pays en développement. Cela doit être au centre du processus multilatéral intergouvernemental sous les auspices des Nations Unies. En tant que contribution à l'évasion fiscale internationale, la CNUCED doit jouer un rôle central dans le développement d'une définition normative des « flux financiers illicites » (para 40) ; pour développer des lignes directrices et construire un consensus global vers un rapport public pays par pays ; pour fournir un soutien politique et la formation pour augmenter la participation des pays en développement pour adresser l'érosion de la base et le déplacement du profit (Base erosion and profit shifting) pour sauvegarder leurs droits de taxation. Cela aiderait beaucoup les pays à soutenir leurs propres besoins de développement (para 22 e 27), comme le serait la création d'un IGEG sur les questions fiscales internationales (para 40 (zz)).
- Le travail de la CNUCED sur un mécanisme de désendettement et sur les crédits et les prêts responsables (para 15, 20, 32, 33, 40 (e), 40 (e) bis, 40 (f), 53 et 107 (e)) a été très utile et il devrait être renforcé, y compris en soutenant davantage le travail sur ces questions au niveau de l'Assemblée générale de l'ONU. La CNUCED devrait aussi faire un suivi de son travail conceptuel, soutenir la mise en œuvre de pratiques responsables de crédit et de prêt dans les Etats membres et mesurer le progrès. De plus, la CNUCED devrait développer une méthodologie alternative et pro-développement sur l'analyse de la durabilité de la dette et soutenir la législation nationale sur les fonds vauvour, en ligne avec l'Agenda d'action d'Addis Abeba (AAAA). Il est important de réaffirmer la responsabilité partagée des créditeurs et débiteurs pour atteindre la durabilité de la dette.
- Le transfert de technologies est essentiel pour le développement durable dans les pays en développement et la CNUCED devrait continuer à assumer un rôle clé pour soutenir ces efforts par les pays en développement (para 48, 60 (I), 82 (dd)), au lieu d'imposer des règles sur la propriété intellectuelle qui bénéficient à des titulaires protectionnistes de brevets et copyrights dans les pays développés (para 60 (q)).
- Le rôle important de la CNUCED dans le Financement du développement (FfD) devrait être affirmé et étendu, y compris par la création d'un IGEG sur le financement du développement (para 40 (w)), de même qu'elle devrait mesurer la mise en œuvre des engagements sur l'APD (para 40 (y), 46, 47, 52 et 107 (r)). L'APD est un engagement à long terme des pays industrialisés non tenu ; il est central pour la coopération Nord – Sud ; et il doit être distingué de, et non pas remplacer, la coopération Sud – Sud et d'autres sources de financement public international.
- Finalement, il faut augmenter le soutien financier international et les ressources humaines des gouvernements membres envers la CNUCED et son mandat général. Comme l'organisation devient plus dépendante du financement par projet des pays développés, il faut déplacer les priorités vers les Etats donateurs au lieu du mandat sur lequel on s'est mis d'accord et cette tendance doit être inversée par un financement fort et renouvelé de la part des Etats membres.

Nous croyons que plus la CNUCED voit les pays en développement comme des moyens d'augmenter le commerce – et donc elle dévie de sa mission de soutenir l'utilisation du commerce pour le développement - plus elle risque de devenir redondante et de perdre du sens. En tant qu'organisations de la société civile profondément engagées en faveur des droits humains et de la justice sociale, de la réalisation des ODD et du développement durable pour tous, nous vous exhortons à adopter les positions ci-dessus et à faire en sorte que la CNUCED continue à renforcer son rôle dans le commerce, la finance, l'investissement, la macroéconomie et la technologie en ce qu'ils affectent la croissance et les perspectives de développement de tous les pays en développement.

Lettre de 331 groupes de la société civile internationale sur le rôle et le mandat de la CNUCED, juillet 2016, p 3.

Cordialement,

## International Steering Group

- 1 ActionAid International
- 2 Asian Peoples' Movement on Debt and Development (APMDD)
- 3 Center of Concern
- 4 European Network on Debt and Development (EURODAD)
- 5 FEMNET
- 6 Financial Transparency Coalition
- 7 Global Alliance for Tax Justice
- 8 Jubilee USA
- 9 Latin American Network on Debt, Development and Rights (LATINDADD)
- 10 Our World Is Not For Sale Network (OWINFS)
- 11 Public Services International
- 12 Regions Refocus
- 13 Society for International Development
- 14 Southern and Eastern Africa Trade Information and Negotiations Initiative-Uganda
- 15 Tax Justice Network Africa (TJN-A)
- 16 Third World Network-Africa

## Réseaux internationaux

- |   |                       |
|---|-----------------------|
| 17 ACP Civil Society Forum (Africa, Caribbean, Pacific)                                       | International         |
| 18 ActionAid International  | International         |
| 19 Addis Ababa CSO Coordinating Group (ACG) of the CSO Financing for Development (FfD) Group* | International         |
| 20 African Forum and Network on Debt and Development (AFRODAD)                                | Regional / Zimbabwe   |
| 21 African Women Economic Policy Network (AWEPON)   | Regional / Kenya      |
| 22 Arab NGO Network for Development (ANND)  | International/Lebanon |
| 23 Association for Women's Rights in Development (AWID)                                       | International         |
| 24 Association for Women's Rights in Development (AWID)                                       | International         |
| 25 Banana Link  | Regional              |
| 26 Building Eastern Africa Community Network (BEACON)   | Regional              |
| 27 Campaign2015+ International  | Africa                |
| 28 CIDSE  | International         |
| 29 DAWN (Development Alternatives with Women for a New Era)                                   | International         |
| 30 Dynamique des Organisations de la Société Civile d'Afrique Francophone (OSCAF)             | International         |
| 31 Eastern and Southern Africa Small Scale Farmers Forum (ESAFF)                              | Africa                |
| 32 Econews Africa   | Africa                |
| 33 Food and Trade Network for East Africa   | Regional/Kenya        |
| 34 Igualdad y Justicia Socio-Ambiental (IJSA)   | Latin America         |
| 35 International Council for Adult Education - ICAE   | International/Uruguay |

36	International Lawyers Organisation	International/Switzerland
37	International Youth and Student Movement for the United Nations (ISMUN)	International
38	LDC Watch	Regional/Nepal
39	Migrant Forum in Asia	Regional
40	OCAPROCE Internationale (Organisation pour la Communication en Afrique et de Promotion de la Coopération Economique Internationale)	International
41	People's Coalition on Food Sovereignty	International
42	Plataforma Interamericana de Derechos Humanos, Democracia y Desarrollo (PIDHDD Regional)	Regional / Ecuador
43	Public Services International (PSI)	International
44	Red de Intelectuales, Artistas y Movimientos Sociales en Defensa de La Humanidad	International
45	Red Educacion Popular EntreMujeres (REPEM )	Latin America and the Caribbean
46	Red Vigilancia Interamericana para la Defensa y Derecho al Agua, Red VIDA	Regional
47	RIPSS	International
48	Society of Catholic Medical Missionaries	International
49	Southern and Eastern African Trade Information and Negotiation Institute (SEATINI) - Kenya	Regional
50	Tax Justice Network	International
51	Third World Network	Regional
52	West African Health Sector Union's Network (WAHSUN)	Regional
53	West African Women Association (AFAO/WAWA)	Regional
54	Women In Development Europe+ (WIDE+)	Europe
55	Women Engage for a Common Future (WECF)	International
	International	

## Organisations nationales

56	Forum das organizações Não Governamentais Angolanas (FONGA)	Angola
57	S.O.S - CEDIA/LDC Watch Angola	Angola
58	Gilbert Agricultural & Rural Development Center (GARDC)	Antigua and Barbuda
59	FOCO (Foro Ciudadano de Participación por la Justicia y los Derechos Humanos)	Argentina
60	Australian Fair Trade and Investment Network (AFTINET)	Australia
61	International Grail Global Justice Network	Australia
62	Jubilee Australia	Australia
63	Finance & Trade Watch	Austria
64	Information Group on Latin America	Austria
65	WIDE Austria - Network for women's rights and feminist perspectives in development	Austria
66	Civil Society Bahamas	Bahamas
67	General Federation of Bahrain Trade Union	Bahrain
68	Equity and Justice Working Group Bangladesh (EquityBD)	Bangladesh
69	Gonoshasthaya Kendra	Bangladesh
70	ISDE Bangladesh	Bangladesh

71	UBINIG (Policy Research for Development Alternative)	Bangladesh
72	VOICE	Bangladesh
73	Barbados Association of Non Governmental Organizations (BANGO)	Barbados
74	11.11.11	Belgium
75	Centre Tricontinental - CETRI	Belgium
76	CNCD-11.11.11	Belgium
77	Belize Enterprise for Sustainable Technology (BEST)	Belize
78	CRADES NGO	Benin
79	Groupe de Recherche et d'Action pour la Promotion de l'Agriculture et du Développement (GRAPAD) 10	Benin
80	Plateforme des Acteurs de la Société Civile au Bénin (PASCiB)	Benin
81	Botswana Council of Non Governmental Organisations (Bocongo)	Botswana
82	Gestos (HIV, Communication and Gender)	Brazil
83	Instituto de Estudos Socioeconômicos (INESC)	Brazil
84	Instituto Justiça Fiscal	Brazil
85	Network for Social Justice and Human Rights	Brazil
86	Rede Brasileira Pela Integração dos Povos (REBRIP)	Brazil
87	Civil Society Organization Network for Development (RESOCIDE)	Burkina Faso
88	Civil Society Platform Action Développement et Intégration Régionale (ADIR)	Burundi
89	ESAFF BURUNDI (The Eastern and Southern Africa Small Scale Farmers' Forum Burundi)	Burundi
90	Africa Development Interchange Network (ADIN)	Cameroon
91	AfroLeadership	Cameroon
92	Collectif des ONG agréées du Cameroun (CONGAC)	Cameroon
93	Federation of Environmental and Ecological Diversity for Agricultural Revampment and Human Rights (FEEDAR & HR)	Cameroon
94	Plate Forme d'Information et d'Action sur la Dette (PFIAD)	Cameroon
95	Canadian Community Economic Development Network (CCEDNet)	Canada
96	International Network for the Promotion of Social Solidarity Economy (RIPESS)	Canada
97	The Group of 78	Canada
98	Trade Justice Network	Canada
99	Associação Comercial Agrícola Industrial e de Serviços de Santiago (ACAISA)	Cape Verde
100	Conseil Inter ONG en Centrafrique (CIONGCA)	Central African Republic
101	Centre d'Information et de Liaison des ONG (CILONG)	Chad
102	CNJ/ODD/REJEFAC (Comité National des Jeunes pour les ODD, Le Réseau des Jeunes pour les Forêts d'Afrique Centrale)	Chad
103	Comunidad Ecuánica Martin Luther King	Chile
104	Corporación Innovarte	Chile
105	Fundación Etica en los Bosques	Chile
106	Fundación por un Movimiento Ciudadano Participativo	Chile
107	Programa Chile Sustentable	Chile
108	Globalization Monitor, HongKong	China
109	Asociación Ambiente y Sociedad	Colombia
110	Instituto Latinoamericano para una Sociedad y un Derecho Alternativos, ILSA	Colombia
111	League Users of Public Services	Colombia

112	Observatorio de Victimas, Convivencia y Seguridad Ciudadana	Colombia
113	Plateforme des Femmes en Politique Océan Indien aux Comores (PFPOI-COM)	Comores
114	Cook Islands Association of Non-Government Organisations (CIANGO)	Cook Islands
115	Comisión Nacional de Enlace (CNE)	Costa Rica
116	Alliance pour la Reconstruction et le Développement Post Conflit (ARDPC)	Côte d'Ivoire
117	Sociedad Económica de Amigos del País	Cuba
118	EDUCON	Czech Republic
119	Social Watch Czech Republic	Czech Republic
120	Plateforme Congolaise pour la Dette	Democratic Republic of Congo
121	KULU - Women and Development	Denmark
122	Association des formateurs en renforcement des capacités (AFRC)	Djibouti
123	Kalinago Carib Council	Dominica
124	Comisión Nacional de los Derechos Humanos (CNDH-RD) República Dominicana	Dominican Republic
125	La Fundación Etnica Integral	Dominican Republic
126	Alianza NGO	Dominican Republic
127	Conseil de Concertation des ONGs de Développement (CCOD)	DR Congo
128	Conseil National des Organisations Non Gouvernementales de Développement (CNONGD)	DR Congo
129	Plateforme Congolaise pour la Dette	DR Congo
130	Réseau Genre et Droits de la Femme "GEDROFE"	DR Congo
131	Centro de Derechos Economicos y Sociales (CDES)	Ecuador
132	Centro de Documentación en Derechos Humanos "Segundo Montes Mozo S.J." (CSMM)	Ecuador
133	Fundación de Estudios, Acción, y Participación Social de Ecuador (FEDAEPS)	Ecuador
134	Red de Mujeres Transformando la Economía (REMTE)	Ecuador
135	Egyptian Center for Economic and Social Rights	Egypt
136	Centro para la Defensa del Consumidor (CDC)	El Salvador
137	Colegio de Profesionales en Ciencias Económicas (COLPROCE)	El Salvador
138	Colegio de Profesionales en Ciencias Económicas y del Centro para la Defensa del Consumidor	El Salvador
139	Red de Ambientalistas Comunitarios De El Salvador RACDES	El Salvador
140	SIGLO XXIII	El Salvador
141	Poverty Action Network in Ethiopia (PANE)	Ethiopia
142	Pacific Network on Globalisation (PANG)	Fiji
143	Friends of the Landless	Finland
144	KEPA	Finland
145	SOL	France
146	Concertation Nationale des Organisations Paysannes et Producteurs du Gabon (CNOP-Gabon)	Gabon
147	Worldview The Gambia (WTG)	Gambia
148	erlassjahr.de-Entwicklung braucht Entschuldung (Jubilee Germany)	Germany
149	Alliance for Development	Ghana

150	General Agricultural Workers' Union of Trade Unions Congress (GAWU)	Ghana
151	Network for Women's Rights in Ghana (NETRIGHT)	Ghana
152	SEND - Ghana	Ghana
153	Inter-Agency Group of Development Organisation (IAGDO)	Grenada
154	FEFA Guinée	Guinea
155	AGT (Association Guinéenne pour la Transparence)	Guinea
156	Instituto Nacional de Estudos e Pesquisa (INEP)	Guinée-Bissau
157	Women Across Differences (WAD)	Guyana
158	Plateforme Haïtienne de Plaidoyer pour un Développement Alternatif (PAPDA)	Haiti
159	Bloque Popular/FNRP	Honduras
160	All India Drug Action Network	India
161	AP Vyavasaya Vruthidarula Union - APVVU	India
162	Asha Parivar	India
163	Citizen News Service (CNS)	India
164	Consumers Association	India
165	Diverse Women for Diversity	India
166	Forum Against FTAs	India
167	Indian Alliance of Child Rights	India
168	INFAM (Indian Farmers Movement)	India
169	Initiative for Health & Equity in Society	India
170	Nagpur Municipal Corporation Employees Union	India
171	National Hawker Federation	India
172	National Working Group on Patent Laws	India
173	Research Foundation for Science Technology & Ecology	India
174	River Basin Friends (NE)India	India
175	Socialist Party India	India
176	Sunray Harvesters	India
177	Swadeshi Anolan	India
178	Tamilnadu Organic Farmers Federation	India
179	Resistance and Alternatives to Globalization (RAG)	Indonesia
180	Sedane Labor Resource Center (LIPS)	Indonesia
181	DDCI (Debt and Development Coalition Ireland)	Ireland
182	Galway One World Centre	Ireland
183	Trócaire	Ireland
184	Union of Sisters of the Presentation of the BVM	Ireland
185	Association of Development Agencies	Jamaica
186	Growth Partners Africa	Kenya
187	Kenya Debt Relief Network (KENDREN)	Kenya
188	Kenya Food Rights Alliance	Kenya
189	Kenya Small Scale Farmers Forum (KESSFF)	Kenya
190	National Council of NGOs	Kenya
191	Kiribati Association of Non-Governmental Organisation (KANGO)	Kiribati
192	Consumers Protection Association (CPA)	Lesotho
193	Lesotho Council of Non-Governmental Organisations (LCN)	Lesotho
194	Policy Analysis and Research Institute of Lesotho (PARIL)	Lesotho
195	Center for Peace Building and Democracy (CEPEBUD)	Liberia
196	Renaissance of West Africa Women Association	Liberia



197	Plate-forme Nationale des Organisations de la société civile de Madagascar (FNOSCM)	Madagascar
198	Malawi Economic Justice Network (MEJN)	Malawi
199	RENAPESS (Réseau national d'appui à l'économie sociale et solidaire)	Mali
200	Réseau Musonet Mali	Mali
201	Marshall Islands Council of NGOs (MICNGOS)	Marshall Islands
202	Cyber Forum de la Société Civile	Mauritania
203	Rim Youth Climate Movement (RIMYCM)	Mauritania
204	Federation of Democratic Labour Unions	Mauritius
205	Mauritius Council of Social Service (MACOSS)	Mauritius
206	Mauritius Trade Union Congress	Mauritius
207	Migration and Sustainable Development Alliance	Mauritius
208	Central Campesina Cardenista	Mexico
209	Centro De Promoción Y Educación Profesional "Vasco De Quiroga"	Mexico
210	Fundación Mexicana para la Planeación Familiar, AC (MEXFAM AC)	Mexico
211	Gender Equity: Citizenship, Work and Family (Equidad de Genero: Ciudadania, Trabajo y Familia)	Mexico
212	Grupo Tacuba - México	Mexico
213	National Association of Industrial Transformation	Mexico
214	Red Mexicana de Acción frente al Libre Comercio (RMALC-México)	Mexico
215	Red Nacional Género y Economía (REDGE)	Mexico
216	Diálogo Parlamentario y la Equidad	México
217	FSM Alliance of NGOs (FANGO)	Micronesia
218	L'Association Marocaine des Droits Humains (AMDH)	Morocco
219	Le Réseau Euromed Maroc des ONG	Morocco
220	Centre for Mozambican and International Studies (CEMO)	Mozambique
221	TEIA-National Forum for Mozambican NGOs & CBOs	Mozambique
222	Namibia Consumer Trust	Namibia
223	Namibia Non-Governmental Organisation's Forum Trust (NANGOF Trust)	Namibia
224	Nauru Island Association of NGOs (NIANGO)	Nauru
225	Action Works Nepal	Nepal
226	ANPFA	Nepal
227	GARJAN-Nepal	Nepal
228	Rural Area Development Programme (RADP)	Nepal
229	Platform Aarde Boer Consument	Netherlands
230	Both ENDS	Netherlands
231	It's Our Future- New Zealand	New Zealand
232	New Zealand Council of Trade Unions	New Zealand
233	Centro de Iniciativas en Políticas Ambientales	Nicaragua
234	Centro de los Derechos del Campesino	Nicaragua
235	Coordinadora Civil	Nicaragua
236	Niger Delta Women's movement for Peace and Development	Niger
237	Réseau des ONG de Développement et Associations de Défense des Droits de l'Homme et de la Démocratie (RODADDHD)	Niger
238	CAFISO-WRAG for Development	Nigeria
239	Centre for Human Rights and Climate Change Research	Nigeria

Lettre de 331 groupes de la société civile internationale sur le rôle et le mandat de la CNUCED, juillet 2016, p 9.

240	Civil Society Coalition on Sustainable Development	Nigeria
241	Development & Integrity Intervention Goal Foundation	Nigeria
242	Labour,Health and Human Rights Development Centre	Nigeria
243	Metarch Centre for Sustainable Future (MCSF)	Nigeria
244	National Association of Nigerian Traders (NANTS)	Nigeria
245	Niue Island (Umbrella) Association of NGOs (NIUANGO)	Niue
246	Attac Norway	Norway
247	Debt Justice Norway	Norway
248	Norwegian Trade Campaign	Norway
249	Spire	Norway
250	Dharti Development Foundation	Pakistan
251	Institute for Social & Economic Justice	Pakistan
252	NOOR PAKISTAN	Pakistan
253	Pakistan Development Alliance	Pakistan
254	Peoples Common Struggle Center (PCSC)	Pakistan
255	Sustainable Development Vision	Pakistan
256	Colectivo Voces Ecológicas (COVEC)	Panama
257	Federación Nacional de Asociaciones y Organizaciones de Empleados Públicos (FENASEP)	Panama
258	UNCUREPA , Unión Nacional de Consumidores de Panamá	Panama
259	Melanesian NGO Centre for Leadership (MNCL)	Papua New Guinea
260	Central Unitaria de Trabajadores del Peru	Peru
261	Federacion Nacional de Trabajadores del Agua Potable y Alcantarillado del Perú- FENTAP	Peru
262	Freedom from Debt Coalition	Philippines
263	KAMP (Campaign for a Life of Dignity)	Philippines
264	Philippine Rural Reconstruction Movement (PRRM)	Philippines
265	WomanHealth Philippines	Philippines
266	KATARUNGAN	Philippines
267	Philippine Movement for Climate Justice	Philippines
268	Rwanda Civil Society Platform (RCSP)	Rwanda
269	APPPE -ESAFF/RWANDA	Rwanda
270	Samoa Umbrella for Non-Governmental Organisations (SUNGO)	Samoa
271	Federação de Organizações Não Governamentais em São Tomé e Príncipe (FONG-STP)	São Tomé and Príncipe
272	Jubilee Scotland	Scotland
273	AFRICANDO	Senegal
274	ARCADE	Senegal
275	OFADEC Senegal	Senegal
276	Plate-Forme des Acteurs Non Etatiques pour le suivi de l'Accord de Cotonou au Sénégal (PF-ANE) 76	Senegal
277	Liaison-Unit of Non-Governmental Organisations of Seychelles (LUNGOS)	Seychelles
278	International-Lawyers.Org	Sierra Leone
279	University of Makeni	Sierra Leone
280	Civil Society Movement Sierra Leone (CSMSL)	Sierra Leone
281	Development Service Exchange (DSE)	Solomon Islands
282	Somali Organisation for Community Development Activities (SOCDA)	Somalia
283	South African National NGO Coalition (SANGOCO)	South Africa

284	Community Empowerment for Progress Organization (CEPO) - South Sudan	South Sudan
285	Union Universal Desarrollo Solidario - Espana	Spain
286	WDGpa - World Democratic Governance project association	Spain
287	We Women Sri Lanka Network	Sri Lanka
288	St Kitts Saint Christopher Heritage Association	St. Kitts and Nevis
289	Iyanola Council for the Advancement of Rastafari (ICAR)	St. Lucia
290	Windward Islands Farmers' Association (WINFA)	St. Vincent and The Grenadines
291	NGO Network Suriname	Suriname
292	Coordinating Assembly of Non-Governmental Organizations (CANGO)	Swaziland
293	Alliance Sud	Switzerland
294	Berne Declaration	Switzerland
295	Solidarités-Bosnie	Switzerland
296	Mom Loves Taiwan Association	Taiwan
297	Civil Education Is the Solution to poverty and Enviromental management (CESOPE)	Tanzania
298	Governance Links	Tanzania
299	Irrigation Training and Economic Empowerment Organization - IRTECO	Tanzania
300	Mtandao wa Vikundi vya Wakulima Tanzania- "MVIWATA" (Network of Small-Scale Farmers' Groups in Tanzania)	Tanzania
301	Tanzania Association of NGOs (TANGO)	Tanzania
302	Tanzania Organization for Agricultural Development (TOFAD)	Tanzania
303	La'o Hamutuk (Timor-Leste Institute for Development Monitoring and Analysis)	Timor-Leste
304	The Asia Foundation	Timor-Leste
305	Amis De Etrangers au Togo (ADET)	Togo
306	Grouped' Action et de Réflexion sur l'Environnement et le Développement (GARED)	Togo
307	Ligue Des Consommateurs Du Togo (LCT)	Togo
308	Civil Society Forum of Tonga (CSFT)	Tonga
309	The Centre for Grassroots Organizations of Trinidad and Tobago	Trinidad and Tobago
310	SoS Economics	Turkey
311	Tuvalu Association of NGOs (TANGO)	Tuvalu
312	Eastern African Sub-regional Support Initiative for the Advancement of Women (EASSI)	Uganda
313	Uganda Debt Network	Uganda
314	Bretton Woods Project	United Kingdom
315	Jubilee Debt Campaign	United Kingdom
316	Instituto del Tercer Mundo	Uruguay
317	Sisters of Charity Federation	USA
318	Agricultural Missions, Inc	USA
319	Haitian-American Grassroots Coalition (H.A.G.C, Inc)	USA
320	Institute for Agriculture and Trade Policy (IATP)	USA
321	Moana Nui Action Alliance	USA
322	New Rules for Global Finance	USA
323	SERR (Servicios Ecumenicos Para La Reconciliacion Y Reconstruccion)	USA

324	Vanuatu Association of Non-Governmental Organisations (VANGO)	Vanuatu
325	Aljawf Women Organization For Development(ALJWOF-D)	Yemen
326	ACEMS/LDC Watch Zambia	Zambia
327	Eastern and Southern Africa small-scale Farmers Forum (ESAFF) Zambia	Zambia
328	Jesuit Centre for Theological Reflection (JCTR)	Zambia
329	Zambia Council for Social Development (ZCSD)	Zambia
330	Factsheet for National Association of Non-Governmental Organisations (NANGO)	Zimbabwe
331	Zimbabwe United Nations Association ZUNA	Zimbabwe